



ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

du type C.T.S.

CHAPITEAUX, TENTES ET STRUCTURES ITINERANTS

Pour toute ouverture au public ...

... les "établissements clos et itinérants possédant une couverture souple, à usage de cirques, de spectacles, de réunions, de bals, de banquets, de colonies de vacances, d'activités sportives, etc ... dans lesquels l'effectif total du public admis est supérieur ou égal à cinquante (50) personnes" sont soumis aux dispositions suivantes :

1 - Procédure d'AUTORISATION D'OUVERTURE

2 - Règles de sécurité.

1 - AUTORISATION D'OUVERTURE

----- Avant toute ouverture au public dans une commune, une demande d'AUTORISATION doit être adressée au MAIRE

- 8 JOURS AVANT la date d'ouverture
- par l'ORGANISATEUR de la manifestation ou du spectacle
- accompagnée d'un EXTRAIT du REGISTRE DE SÉCURITÉ comprenant :

I - Partie réservée au propriétaire (du chapiteau...)

- Numéro du registre de sécurité
- Nom, raison sociale et adresse du propriétaire
- Date de la visite de réception, lieu et autorité qui a délivré la conformité
- Dimension et coloris de l'établissement
- Référence des Procès-Verbaux de réaction au feu (si non marquage N.F.)
- Date et visa du Bureau de Vérification qui a délivré l'extrait
- Rapport de vérification des installations électriques propres à l'établissement.

II - Partie réservée à l'organisateur

- Nom, raison sociale et adresse de l'organisateur
- Activité(s) prévue(s)
- PLAN(S) des aménagements intérieurs
- Effectifs du public reçu (en fonction des activités prévues)

----- Le MAIRE délivre l'AUTORISATION D'OUVERTURE AU PUBLIC

... après - S'IL LE JUGE NECESSAIRE - Visite de l'établissement par la COMMISSION DE SECURITE notamment pour ce qui concerne l'implantation, les aménagements, les sorties et les circulations.

Cette procédure - REGLEMENTAIRE (arrêté du 23 JANVIER 1985) - présente dans la pratique des difficultés pour garantir l'application des mesures de sécurité requises.

Elle vise, en effet, à permettre au Maire de donner son autorisation SUR DOSSIER et éventuellement après l'avis de la Commission de Sécurité sur les détails d'installation et d'aménagements constatables au dernier moment.

AINSI, LE MAIRE DOIT SOLLICITER DE L'ORGANISATEUR UN DOSSIER PERMETTANT DE S'ASSURER QUE LES DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE SERONT PRISES. Le délai d'1 mois avant la manifestation est le minimum pour obtenir l'avis de la Commission de Sécurité ou des Services

2 - REGLES DE SECURITE

A la charge de l'ORGANISATEUR

- Lors de la signature du contrat de location, l'ORGANISATEUR doit demander au propriétaire de justifier de la conformité de l'établissement (PARTIE RESERVEE PROPRIETAIRE de l'EXTRAIT DU REGISTRE DE SECURITE)
- L'ORGANISATEUR doit ensuite présenter au MAIRE un DOSSIER établi en conformité avec l'ARRETE du 23 JANVIER 1985 et comprenant :

-----IMPLANTATION

- * L'aire d'implantation doit être éloignée des VOISINAGES DANGEREUX.
- * Si l'effectif est supérieur à 700, un POINT D'EAU assurant un débit de 60 m³/h doit être situé à moins de 200 mètres.

... SINON mettre en place un SERVICE DE SECURITE INCENDIE avec moyens hydrauliques

* A l'extérieur de l'établissement et sur la moitié de son pourtour, un PASSAGE LIBRE doit être réservé :

- . largeur : 3 mètres - hauteur : 3,50 mètres
- . éclairé si l'exploitation est nocturne
- . sans stationnement de véhicules (y compris ceux nécessaires à l'exploitation ou à la presse.)
- * L'établissement doit être accessible par 2 VOIES, si possible opposées :
 - de 7 mètres de largeur si effectif supérieur à 1500
 - de 3,50 mètres de largeur si effectif inférieur ou égal à 1500

PLAN
DE
MASSE

-----AMENAGEMENTS

Le plan doit indiquer clairement :

- . les SURFACES accessibles au public
- . l'emplacement des INSTALLATIONS TECHNIQUES
- . les DEGAGEMENTS
 - SORTIES sur l'extérieur
 - CIRCULATIONS intérieures
- . les AMENAGEMENTS tels que sièges, gradins, tables, stands ...

PLAN
DE
L'ETABLISSEMENT

Le descriptif doit indiquer les dispositions prises concernant :

- . la décoration (classement de MATERIAUX en réaction au feu.
- . les installations techniques (chauffage, électricité, éclairage, éclairage de sécurité, sonorisation, équipements spéciaux ...).

DESCRIPTIF

MOYENS DE SECOURS

Les moyens de secours suivants sont OBLIGATOIRES et à la charge de l'ORGANISATEUR :

DESCRIPTIF

• MOYENS D'EXTINCTION

- POINT D'EAU (60 m³/h) à moins de 200 mètres ou SERVICE DE SECURITE

INCENDIE avec moyens hydrauliques (condition d'implantation)

- EXTINCTEURS

. Un extincteur à eau pulvérisée par sortie

. Extincteurs appropriés aux risques particuliers (installations techniques)

• SERVICE DE SECURITE INCENDIE

- si effectif < 2500 : 1 ou 2 agents de sécurité incendie

- si effectif > 2500 : 2 agents de sécurité incendie

- si effectif > 2500 et présence d'un espace scénique :

* 3 agents de sécurité incendie

* OU (à défaut) 3 Sapeurs-Pompiers d'un service public

• ALARME

- obligatoire dans tout l'établissement

- par un moyen de diffusion sonore

- si effectif > 700 : diffusion à partir d'un système de SONORISATION :

* soit dispositif portatif avec source d'alimentation autonome

* soit dispositif de sonorisation avec source d'alimentation secourue

- l'alarme générale doit être précédée :

* de l'arrêt de la diffusion sonore (programme en cours)

* du rétablissement de l'éclairage normal (ou de sécurité)

• ALERTE

- par téléphone urbain si effectif > 700 (dans l'établissement ou à proximité)

• CONSIGNES affichées bien en vue et précisant

* l'emplacement du téléphone

* le numéro d'appel des Sapeurs-Pompiers

* l'adresse du centre de secours de premier appel

* les dispositions immédiates à prendre en cas d'incendie

* Le contrôle exercé par l'administration ou par la Commission de Sécurité ne dégage pas l'organisateur des responsabilités qui lui incombent personnellement (cf. art. R 123-43 du C.C.H. - Code de la Construction et de l'Habitation).

* Une action préventive efficace (étude de sécurité) de l'organisateur est de nature à garantir le respect des conditions de sécurité.

* L'arrêté du 23 Janvier 1985 (brochure N° 1477 - XI) peut être demandé à la DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS - 26 rue Desaix PARIS Cédex 15 - téléphone : 45.78.61.39

ANNEXE 02

PRESCRIPTIONS D'ORDRE GENERAL **TYPE CTS recevant plus de 49 personnes** **Rappel synthétique obligations des exploitants**

1. Article CTS 5 § 1

Les établissements doivent être implantés sur des aires ne présentant pas de risques d'inflammation rapide, et être éloignés des voisinages dangereux.

Les établissements ne doivent pas se trouver distants de plus de 200 mètres d'un point d'eau assurant un débit minimal de 60 m³/h ou d'une réserve incendie de 120 m³.

1. Article CTS 5 § 2

Un passage libre, à l'extérieur, de 3 mètres de largeur minimale et de 3,50 mètres de hauteur minimale, doit être aménagé sur la moitié au moins du pourtour de l'établissement. Il ne doit comporter aucun ancrage, mais il peut se situer sous le système d'ancrage. Il doit être suffisamment éclairé en cas d'exploitation nocturne.

2. Article CTS 6

Il est interdit d'entreposer ou d'utiliser, sauf pour la vente et l'exposition, des matières et substances dangereuses au sens de l'arrêté du 20/04/1994 modifié.

Il est interdit d'effectuer des travaux dangereux pendant la présence du public.

3. Article CTS 7

L'établissement doit être évacué :

- soit si la précipitation de neige dépasse 4 cm dans la mesure où l'accumulation n'a pu être évitée sur la couverture ;
- soit si le vent normal dépasse 100 km/h ou la valeur mentionnée sur votre registre de sécurité ;
- soit en cas de circonstances exceptionnelles pouvant mettre en péril la sécurité du public.

4. Article CTS 8

Toutes dispositions doivent être prises pour que les câbles de contreventement situés à une hauteur inférieure à 2 mètres au-dessus des emplacements accessibles au public ne puissent pas constituer un risque pour les personnes (protection par gaine signalisation etc.).

5. Article CTS 09

Les sorties doivent être signalées et visibles, de jour comme de nuit, de l'intérieur comme de l'extérieur.

6. Article CTS 10

Les pans de toile fermant ces sorties peuvent être baissés mais non condamnés.

7. Article CTS 11

La largeur des circulations doit être égale à celle des sorties correspondantes.

8. Article CTS 15 § 1

Seuls sont autorisés à l'intérieur des établissements les appareils de chauffage sans combustion (échangeurs, mélangeurs, générateurs électriques, etc.).

Les générateurs de chaleur à combustion doivent être situés à l'extérieur de l'établissement et à 5 mètres de celui-ci.

9. Article CTS 15 § 2

Les appareils de cuisson ou de remise en température sont interdits à l'intérieur des chapiteaux, tentes et structures. Toutefois, à titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après avis de la commission de sécurité.

10. Article CTS 16 § 2

Les installations électriques doivent être conformes aux normes homologuées les concernant et notamment à la norme NFC 15-100.

11. Article CTS 17 § 1

Le tableau électrique général et les tableaux divisionnaires éventuels doivent être placés dans des coffrets ou des armoires fermés à clé, fixés à des éléments stables. Le tableau général doit être clairement identifié.

12. Article CTS 18 § 1

Les tableaux des installations ajoutées par les utilisateurs doivent être placés dans des coffrets ou des armoires fermés à clé, fixés à des éléments stables ; les circuits alimentés à partir de ces tableaux doivent être protégés dans tous les cas par des dispositifs de protection à courant différentiel-résiduel à haute sensibilité.

13. Article CTS 33

Les installations électriques ajoutées par l'utilisateur doivent être vérifiées avant l'admission du public, par une personne ou organisme agréé.

14. Article CTS 52

Une inspection doit être effectuée avant toute admission du public dans tous les établissements par une personne compétente spécialement désignée par l'exploitant, afin de s'assurer que rien ne vient compromettre la sécurité des personnes.



